

**Point de presse de la porte-parole -  
Archives diplomatiques/Lancement  
du livre «Dans les archives secrètes  
du Quai d'Orsay (8 mai 1945-11  
septembre 2001)» -  
Hongrie/Déplacement de Mme  
Nathalie Loiseau - République  
démocratique du Congo -  
Iran/États-Unis - Irak/Kurdistan  
irakien - Syrie - UNESCO  
(Paris, 12 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Archives diplomatiques - Lancement du livre «Dans les archives secrètes du Quai d'Orsay (8 mai 1945-11 septembre 2001)»

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, présidera le lancement du livre «Dans les archives secrètes du Quai d'Orsay. L'engagement de la France dans le monde», vendredi 13 octobre 2017, au Quai d'Orsay.

Sous la direction scientifique de M. Maurice Vaisse, historien des relations internationales, et de M. Hervé Magro, directeur des archives diplomatiques, ce livre, publié aux éditions L'Iconoclaste, retrace, à travers les analyses de nos ambassades, les grands bouleversements dans le monde du 8 mai 1945 à 2001. Les lecteurs ont ainsi un accès inédit aux notes diplomatiques et aux analyses des ambassadeurs français.

Le fonds d'archives du ministère de l'Europe et des affaires étrangères témoigne du développement du rôle international de notre pays à travers les siècles, mais aussi des avancées technologiques qui ont conduit à la multiplication des supports de communication. Fruit d'une collaboration entre conservateurs du patrimoine, historiens, journalistes, personnalités et diplomates, l'ouvrage «Dans les archives secrètes du Quai d'Orsay» participe de la politique de valorisation des archives diplomatiques, partie intégrante de notre patrimoine national. Ce livre est une invitation aux lecteurs à venir découvrir ce fonds exceptionnel sur les sites de La Courneuve et de Nantes.

M. Jean-Yves Le Drian soulignera à l'occasion de ce lancement l'engagement à mieux faire connaître ce patrimoine qui peut et doit contribuer à rapprocher les Français de leur diplomatie. D'autres projets de valorisation des Archives diplomatiques les mois à venir seront présentés à cette occasion.

Cet évènement est ouvert à la presse.

Pour plus d'information :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/actualites-et-evenements-des-archives-diplomatiques/>

<https://www.editions-iconoclaste.fr/livres/quai-dorsay/>

## 2 - Hongrie - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (12 et 13 octobre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rendra à Budapest les 12 et 13 octobre 2017. Elle travaillera avec son homologue hongrois, M. Szabolcs Takacs, secrétaire d'État aux affaires européennes, à la révision de la directive sur les travailleurs détachés et à la façon de promouvoir une Europe qui protège. Dans la perspective du Conseil européen des 19 et 20 octobre, les deux ministres évoqueront l'initiative prise par le président de la République à la Sorbonne le 26 septembre pour refonder l'Union européenne et le travail lancé sur cette base par les chefs d'État et de gouvernement à Tallin le 28 septembre.

La ministre fera le point avec M. Peter Szijjarto, ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, sur nos relations bilatérales, la présidence hongroise du groupe de Visegrad (V4) et les relations extérieures de l'Union européenne. Elle évoquera lors de ses entretiens les questions liées à l'État de droit, notamment avec le ministre de la Justice, M. Laszlo Trocsanyi.

Mme Loiseau interviendra sur l'avenir de l'Europe devant des étudiants de l'Université Lorand Eötvös (ELTE) de Budapest.

## 3 - République démocratique du Congo

Q - La commission électorale en RDC a annoncé hier que l'élection ne se tiendrait pas avant début 2019. Quelle est votre réaction ?

Êtes-vous favorables, comme le demandent des ONG, à un durcissement des sanctions contre l'entourage de M. Kabila ?

R - À notre connaissance, il n'y a pas eu de communication officielle de la part de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) sur le calendrier électoral. Comme nous avons eu l'occasion de l'indiquer à plusieurs reprises, nous appelons à la mise en oeuvre urgente et dans son intégralité de l'accord politique du 31 décembre 2016, afin que soient organisées, dans les plus brefs délais, des élections crédibles et inclusives. Nous appelons en particulier à la publication urgente d'un calendrier électoral crédible, ainsi qu'à la mise en oeuvre des mesures de décrispation politique conformément aux dispositions de l'accord du 31 décembre. Les partenaires internationaux en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le 19 septembre, ont réitéré leurs attentes en ce sens et ont convenu de créer une équipe conjointe d'experts internationaux, afin de faciliter un soutien au processus électoral.

S'agissant des sanctions, comme l'Union européenne l'a indiqué le 29 mai 2017 à la suite de l'adoption de sanctions contre neuf responsables congolais par le Conseil de l'Union européenne, elle suivra avec grande attention l'évolution politique et des droits de l'Homme dans ce pays et, en fonction, pourra envisager des mesures restrictives additionnelles ou, à l'inverse, d'en retirer certaines.

#### 4 - Iran - États-Unis

Q - Les Européens prévoient-ils une réaction commune si Donald Trump annonce qu'il ne certifie pas l'accord sur le nucléaire ?

R- L'Union européenne comme la France prendront connaissance le moment venu de la décision du président Trump et s'exprimeront alors, le cas échéant.

Pour mémoire, M. Jean-Yves Le Drian s'est exprimé au sujet de l'accord nucléaire iranien le 10 octobre :

«La question qui est posée est de savoir si Donald Trump certifie ou non le respect par l'Iran de ses engagements. Nous, nous disons qu'il faut mettre en oeuvre l'accord avec sérieux et sans compromis. Tout comme les experts de l'AIEA, qui sont fiables et ont la responsabilité d'évaluer la coopération de l'Iran, nous estimons que celui-ci respecte ses engagements. Le président américain doit maintenant se prononcer. J'observe que son secrétaire à la défense et son chef d'état-major ont toutefois fait savoir qu'ils estimaient que l'Iran respectait l'accord».

#### 5 - Irak - Kurdistan irakien

Q - Le gouvernement de Bagdad multiplie les mesures de rétorsion contre le Kurdistan et a menacé d'arrestation les organisateurs du référendum. Quelle est votre réaction ?

R - Comme les autorités françaises l'ont dit à plusieurs reprises, il est indispensable que les différends soient résolus par le dialogue et que les autorités irakiennes et régionales kurdes s'engagent dans la voie de la réconciliation nationale, dans le cadre défini par la constitution irakienne.

Ce dialogue doit être mené dans le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Irak et prendre en considération les droits des Kurdes.

## 6 - Syrie

Q - Des discussions sont actuellement en cours pour tenter d'évacuer les civils piégés à Raqqa. Craignez-vous la fuite de djihadistes français ?

R - La reprise de la ville de Raqqa est une priorité stratégique de la France et de la coalition internationale contre Daech.

Nous sommes attentifs à la protection des populations civiles comme aux modalités et aux conséquences de la reprise de Raqqa.

## 7 - UNESCO

Q - Est-ce que les États-Unis vous ont prévenu de leur intention de se retirer de l'UNESCO ?

R - Nous reviendrons vers vous dans la journée sur cette question./.